



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1640

mercredi 06 mars 2024

- Inquiétudes en Haïti après des assauts de gangs sur plusieurs institutions publiques
- Rumeurs et manœuvres sur une possible destitution du gouvernement
- Le Pénitencier national à Port-au-Prince et le centre carcéral de Croix-des-Bouquets ont été attaqués et vidés d'environ 5 000 détenus
- Il n'y aura pas de troupes américaines pour contrer l'offensive des gangs en Haïti

>> Inquiétudes en Haïti après des assauts de gangs sur plusieurs institutions publiques

Nouveaux débordements de violences et de terreur des gangs armés depuis le 29 février, particulièrement à Port-au-Prince. La population hésite à s'aventurer dans les rues, pour éviter les attaques de bandits armés contre des édifices publics et privés. Les gens sont sur le qui-vive après des actes de vandalisme contre le sous-commissariat de police, situé au carrefour des routes de Delmas et de l'aéroport international, où la situation demeure très volatile. Les agents de police affectés à ce sous-commissariat ont battu en retraite. Celui de Morne-à-Cabris, non loin de Croix-des-Bouquets, a également été attaqué dans la nuit du 4 mars. La veille, les gangs armés de Canaan (au nord) ont incendié le sous-commissariat de Cabaret (à 35 km au nord de Port-au-Prince, sur la route nationale No. 1). [Beaucoup de familles ont dû se déplacer, de peur de subir les assauts des gangs. Dans la soirée du 3 mars, en plein couvre-feu](#), des scènes de pillages ont été enregistrées dans plusieurs institutions, dont l'hôpital Saint-François de Sales (centre-ville), qui appartient à l'église catholique. Depuis le 29 février, les gangs armés ont commencé à piller la Faculté d'agronomie et de médecine vétérinaire de l'Université d'État d'Haïti ainsi que le Ministère de l'agriculture, [où ils ont emporté des panneaux solaires, des ordinateurs et divers matériels. Ils ont même blessé par balle un étudiant de la Faculté](#), après avoir gardé en otage pendant plusieurs heures, des étudiants ainsi que le personnel administratif. Les gangs ont aussi saccagé de nombreux dépôts de produits alimentaires, au nord de Port-au-Prince. Ce sont plus de 15 000 personnes qui ont été de nouveau contraintes de se déplacer de leurs résidences, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Beaucoup de quartiers commencent à manquer d'eau potable et de nourriture. [Des rafales d'armes automatiques ont été entendues dans la zone de l'aéroport international Toussaint Louverture](#) (nord de la capitale), où sont situés également l'aérogare Guy Malary et la Direction générale de la police ainsi que la Direction centrale de la police judiciaire. Plusieurs vols internationaux et nationaux ont été annulés après ces attaques. Le 29 février, [plusieurs vitres de l'aérogare Guy Malary à Port-au-Prince ont déjà été brisées par des balles des bandits](#). Ce 5 mars, une tendance à la reprise des activités commerciales et scolaires est observée à Carrefour (sud). Quelques banques commerciales, des écoles, les marchés publics et les transports en commun fonctionnent. Cinq corps sans vie ont été découverts près du parc industriel de Port-au-Prince, à proximité de l'aéroport international.

L'Académie nationale de police, située sur la route de Frères à Pétionville (à l'est de la capitale), [a été de nouveau attaquée par le gang Kraze Baryè de Vitelhomme Inmocent](#). Plusieurs blessés par balles ont été signalés, après une attaque de bandits sur un convoi de la Police à Bizoton, non loin de la Marine haïtienne. Un groupe d'individus armés occupent Bizoton et Diquini, depuis le 29 février, et bloquent cet axe pour empêcher la Police de venir les attaquer avec des blindés. Cette situation paralyse le circuit de Carrefour qui mène au centre-ville de Port-au-Prince. Arnel Rémy, l'avocat au Barreau de Port au Prince et coordonnateur général du Collectif des avocats pour la défense des droits humains, [nous informe que six policiers, qui étaient en garde à vue au commissariat de Delmas 33, ont pris la fuite le 4 mars](#).

>> Rumeurs et manœuvres sur une possible destitution du gouvernement

Deyò deyò nèt (littéralement, que ceux du pouvoir qui se trouvent à l'extérieur d'Haïti y restent). C'est le slogan véhiculé sur les réseaux sociaux depuis plusieurs jours, pour signifier au premier ministre *de facto* Ariel Henry qu'il n'est pas bienvenu et qu'il ne serait pas accepté à la direction politique en Haïti, au retour de son voyage au Guyana et au Kenya. Le 4 mars, des militaires des Forces armées d'Haïti ont repoussé une tentative d'intrusion de gangs armés, qui ont essayé d'abattre un mur de l'aéroport international de Port-au-Prince. Au Cap-Haïtien (Nord) et à Jacmel (Sud-Est), des protestataires ont tenté d'empêcher tout débarquement d'Ariel Henry dans les aéroports. La République Dominicaine a interdit tous voyages d'avions et d'hélicoptères vers Haïti, en raison de la détérioration de la situation sécuritaire sur le territoire voisin. Des militaires dominicains sont déployés le long de la frontière. Plusieurs ambassades accréditées en Haïti ont décidé de suspendre leurs services au public. Par ailleurs, apparaît une alliance entre le parti politique *Pitit Desalin* de Moïse Jean-Charles [et le groupe de l'ancien officier de police Guy Philippe, déporté des États-Unis, le 30 novembre 2023](#). Il a purgé une peine d'emprisonnement de 6 ans, aux États-Unis, pour blanchiment d'argent lié au trafic illicite de drogue. Cette alliance veut installer incessamment un collège présidentiel à la place de l'équipe *de facto*. Personne ne sait ce qui va advenir de cette alliance...

>> Le Pénitencier national à Port-au-Prince et le centre carcéral de Croix-des-Bouquets ont été attaqués et vidés d'environ 5 000 détenus

Après les assauts de gangs lourdement armés de ce weekend, il y a de grandes inquiétudes sur la sécurité de la population, après l'apparente « évasion » massives et spectaculaires de plus de 5 000 détenus du Pénitencier national à Port-au-Prince et celle de la prison de Croix-des-Bouquets (au nord-est de la capitale), dont les portes auraient été ouvertes. Environ une centaine de détenus ne se seraient pas échappés du Pénitencier national. Parmi les évadés de ce 2 mars, beaucoup ont été condamnés pour participation et complicité dans des d'assassinats, des kidnappings, des viols, des vols, et d'association de malfaiteurs avec les gangs. Les organismes de droits humains, avocats et juges, alertent sur les risques élevés d'une augmentation des actes de criminalité dans le pays. Les syndicats de la police avaient lancé, en vain, des appels à l'aide sur les réseaux sociaux, pour face à un assaut supposé de bandits armés contre la prison. Depuis le 29 février, [les gangs armés ont augmenté la pression sur Port-au-Prince, redoublant d'actions violentes](#), qui visent des zones d'habitations, et des institutions publiques et privées, comme l'aéroport international, [l'Académie de police et des banques](#).

>> Il n'y aura pas de troupes américaines pour contrer l'offensive des gangs en Haïti

[Selon la presse américaine, les États-Unis ont annoncé qu'ils n'enverront pas de troupes en Haïti pour contrer l'offensive des gangs armés à Port-au-Prince](#).